

L'Ukraine : un enjeu géostratégique, au cœur de la guerre tiède

10 février 2014



Jean GERONIMO

Des partisans du parti « parti de la liberté » (svoboda en ukrainien) manifestent aux côtés des opposants au régime ukrainien à Kiev, en décembre 2013.

En se rendant à Kiev pour soutenir les opposants y compris d'extrême droite au régime ukrainien, Catherine Ashton assume un acte hostile à la Russie, qui avait demandé à l'UE de ne pas intervenir. Ce soutien des puissances occidentales à la troublante « révolution » ukrainienne vise-t-il à faire entrer ce pays dans le giron de l'UE et de l'OTAN, et aussi à empêcher le retour de la Russie comme grande puissance en cherchant son affaiblissement régional ?

A travers le soutien occidental à une troublante « révolution » ukrainienne et sa volonté d'ingérence, c'est l'idée d'empêcher le retour de la Russie comme grande puissance, via son affaiblissement régional, qui revient sur le devant de la scène.

Dans le cadre d'une stratégie de reflux (roll back) de la puissance russe, menée depuis la fin de la Guerre froide, les puissances occidentales affichent une méfiance endémique à l'égard d'un État désespérément perçu comme l'héritier de l'axe (communiste) du mal. Cette stratégie « anti-russe » est attestée par les tentatives régulières de cooptation des anciennes républiques de l'URSS, au moyen d'innovations politiquement orientées telles que le « Partenariat oriental » (via l'UE) ou le « Partenariat pour la paix » (via l'OTAN) et, plus récemment, « l'accord d'association » de l'UE avec l'Ukraine.

De manière plus ou moins explicite, ces « innovations » politiques développent l'idée d'un « voisinage partagé » et de valeurs communes, exprimant un droit d'ingérence occidental en périphérie post-soviétique, y compris en Ukraine. A l'échelle de la CEI, ces prérogatives politiques ne relèveraient donc plus du seul monopole russe et, en ce sens, menaceraient sa zone d'intérêts historique. Ce que Moscou ne pourra jamais accepter.

L'Ukraine, au cœur d'une lutte d'influence

Dans une large mesure, cette configuration explique l'enjeu géopolitique sous-jacent à la crise ukrainienne, qui loin d'être une « révolution », se retrouve en réalité au cœur d'une lutte d'influence entre les deux grands ennemis historiques. Depuis la transition post-communiste, cette lutte se poursuit dans le cadre de la guerre « tiède »(1), forme actualisée et désidéologisée de la Guerre froide, recentrée sur le contrôle des espaces et des « nœuds » stratégiques.

Dans ce contexte, tout rapprochement de l'Ukraine avec l'UE (via l'accord d'association) peut être considéré comme l'étape préalable et « naturelle » à sa future intégration à l'OTAN, comme cela a été confirmé par Washington – véritable gifle et provocation stratégique à l'égard de la Russie. Sur un plan structurel, ces deux objectifs restent des priorités implicites de la nouvelle diplomatie américaine, verrouillée par l'administration Obama. Or, tendanciellement, la puissance russe est désireuse de sanctuariser son étranger proche, contre les velléités expansives occidentales. Dans cette optique, l'OTAN reste, pour elle, un levier offensif et injustifié de la vieille lutte contre le communisme. Incroyable acharnement.

Tout en s'inscrivant dans la stratégie anti-russe préconisée sous la Guerre froide par l'ancien conseiller du président américain J. Carter, Z. Brzezinski (2), ce double objectif de la politique étrangère américaine justifie l'énorme investissement médiatique de l'Occident dans l'actualité ukrainienne en vue de déstabiliser le gouvernement pro-russe et obtenir la démission du président (pourtant) légitime, Viktor Ianoukovitch. Le plus inquiétant est que l'évolution ukrainienne s'inscrit dans le prolongement des « révolutions » libérales « de couleur » en Géorgie (2003), en Ukraine (2004) et au Kirghizstan (2005) encouragées et financées en partie par l'administration américaine, selon une technique éprouvée et politiquement correcte.

Une « révolution » manipulée

Cette configuration explique l'existence de manipulations occidentales via les ONG (au nom des « droits de l'homme ») et leur soutien à l'opposition ukrainienne, la désinformation et le conditionnement de l'opinion publique, ainsi que l'ingérence troublante de dirigeants étrangers, dont américains et européens – et, naturellement, l'accusation de la « main de Moscou ». Aujourd'hui, l'Europe brille par son absence en Afrique et au Moyen-Orient, mais par contre, n'hésite pas à s'ingérer dans les affaires politiques intérieures de la souveraine Ukraine, en place de Kiev, par l'intermédiaire de Catherine Ashton, soutenue par son mentor américain, John Kerry. On croit rêver...

Désormais, comme le souligne fort justement J.M. Chauvier, on assiste à une dérive extrémiste de nature néo-nazi de manifestations surfant sur un nationalisme anti-russe et échappant, de plus en plus, au contrôle des leaders de l'opposition pourtant aiguillés par l'Occident. Là est sans doute la plus grave erreur et le plus grand danger pour une Europe maladroite, dont la politique inconsciente contribue à réveiller les « vieux démons » dans l'espace post-soviétique, notamment dans les pays baltes et l'Ukraine. Or cette information est totalement occultée par la pensée unique, allégrement relayée par nos médias.

Un accord dangereux pour l'Ukraine

Pour les dirigeants occidentaux il s'agit de faire pression sur le président Ianoukovitch pour l'obliger à faire le « choix de l'Europe et de la liberté », selon le slogan redondant de l'opposition sous influence occidentale et ainsi, protéger le « bon peuple ukrainien » d'un éventuel retour de l'impérialisme russe –, au risque de heurter les susceptibilités de l'administration Poutine. Dans ce contexte, on comprend mieux le recul du président ukrainien, désireux de défendre ses intérêts nationaux et dans ce but, adoucir les contraintes drastiques (et irresponsables) imposées par l'accord d'association et de libre-échange. Contrairement à la rumeur médiatique, il ne s'agit donc pas d'un rejet de l'Europe mais d'une demande de reformulation de cet accord, politiquement non neutre et économiquement suicidaire pour l'Ukraine. Un rappel, aujourd'hui nécessaire.

Face à cette instrumentalisation politique, la Russie ne pouvait rester sans réactions. D'autant plus que l'intégration de l'Ukraine à l'espace économique européen (objectif déclaré de l'UE) transformera ce pays en plateforme de réexportation des produits occidentaux – via les firmes multinationales – vers la Russie, dont l'économie serait ainsi attaquée et déstabilisée. Très vite, V. Poutine a su trouver une réponse adéquate, correspondant aux intérêts économiques de l'Ukraine mais respectant les intérêts politiques de la Russie, encline à protéger sa zone d'influence contre les convoitises de plus en plus pressantes de l'UE. Moscou ne l'a jamais caché et montre même une certaine transparence dans ce domaine, contrairement au jeu obscur de l'Europe, guidée par la « main » de Washington et navigant dans les eaux troubles de « sa » prude démocratie – imposée au monde globalisé, comme une vérité suprême. Curieux messianisme.

Le retour russe, malgré tout...

De manière explicite, cet accord vise à imposer l'idéologie néolibérale du « libre-marché », à partir d'une dérégulation économique et financière exprimant une vision anti-étatisme désastreuse et, sur le moyen terme, considérablement appauvrissante pour la société ukrainienne – avec le risque de fabriquer une « nouvelle Grèce ». Le « peuple » qui manifeste ne le sait, sans doute, pas. Et il ne sait plus vraiment pourquoi il manifeste, emporté par la vague enthousiaste et mobilisatrice d'une révolution manipulée, comme la précédente de 2004. Encouragé par la bienveillance occidentale, il n'hésite plus à investir les bâtiments officiels, par la force et à « casser du flic ». Inquiétante redondance.

Contrairement à ses homologues occidentales, la Russie est respectueuse des règles de droit internationales, dont celles sur la souveraineté des États. Suite à sa double initiative d'assistance financière (prêt de 15 milliards de dollars) et de réduction (d'un tiers) du prix du gaz acheminé en Ukraine, ainsi qu'à sa volonté de développer une véritable coopération économique et technologique avec cette dernière, Moscou a fait preuve, une fois de plus, d'une redoutable efficacité en matière de diplomatie – inversement à l'UE. Alors que d'autres États, d'une manière insidieuse, n'hésitent pas à instrumentaliser les « révolutions ». Mais, à quel prix ?

Indéniablement, la Russie post-communiste revient de loin et, peu à peu, elle rejoue dans la cours des « grands », pour y défendre une certaine éthique et, si nécessaire, s'opposer aux fausses révolutions.

La partie d'échecs américano-russe continue donc, au cœur de l'Eurasie, en Ukraine.

Jean Géronimo,
expert de l'économie et de la géostratégie russes

(1) Geronimo J. (2012) « La Pensée stratégique russe – Guerre tiède sur l'Échiquier eurasiatique : les révolutions arabes, et après ? », préface de J. Sapir, éd. Sigest.

(2) Z. Brzezinski est connu pour avoir provoqué l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan, fin décembre 1979, dans l'optique de l'enliser dans un conflit périphérique, économiquement épuisant et politiquement destructeur pour l'URSS. Cette initiative stratégique a précipité la chute du régime soviétique, fin décembre 1991. Décembre maudit.

»» <http://www.humanite.fr/monde/ukraine-un-enjeu-geostrategique-au-coeur...>